

CAHIERS
TRIMESTRIELS
VOL.III (1996) 1



Alternatives Sud

**Drogues et narco-trafic:
le point de vue du Sud**



Centre Tricontinental
Louvain-La-Neuve

L'Harmattan

Paris

Editorial:

LA PLACE DU NARCO-TRAFIC DANS LES RAPPORTS NORD-SUD	5
I. Histoire et analyse de la genèse du narco-traffic en tant que rapport Nord-Sud	5
II. La guerre à la drogue comme support idéologique aux rapports Nord-Sud	8

Introduction:

Alain LABROUSSE	
LES DROGUES DANS LE MONDE: LA PART DU SUD	13
I. La production de cocaïne ou la part de l'Amérique andine	14
II. La production de l'héroïne ou la part de l'Asie	16
III. La production du cannabis ou la part du Maroc et du Mexique	18
VI. L'émergence de l'Afrique	19
V. La consommation locale du Sud	19
VI. Les causes de la dégradation	20

Articles:

Hector CORDOVA	
COCA, COCAINE: DEUX UNIVERS	25

Mauricio MAMANI POCOATA	
LES IRONIES DU DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF EN BOLIVIE	37
I. Introduction	37
II. Les effets bénéfiques de la feuille de coca	41
III. L'inconséquence des programmes de développement alternatif - Agroyungas	49
IV. L'industrialisation comme alternative à la production excédentaire	55
V. Conclusions	57

Hernando CALVO-OSPINA	
TRAFIC DE DROGUE ET DROITS DE L'HOMME EN COLOMBIE ET AU PÉROU	61
I. La genèse du narco-traffic en Colombie	61
II. La politique américaine et le recyclage des profits	63
III. L'incidence sur la société colombienne	65
IV. Les fonctions de la guerre à la drogue	69

Lee TUNDE ASAJU	
LA POLITIQUE DES DROGUES ET LA NATION NIGÉRIANE	75
I. Le contexte politique et géographique	75
II. La culture de la drogue et la nation: les origines	79
III. De la conscience du phénomène à son contrôle: la naissance du N.D.L.E.A.	82
IV. De nation-courrier à nation-consommatrice	85
V. La politisation du problème de la drogue	87

Isaac BENGUEMALET	
LA DROGUE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	91
I. Évolution de la pratique des stupéfiants en R.C.A	92
II. Le trafic et la consommation des stupéfiants en R.C.A	94
III. Conclusion	95

Prakash KHANAL	
VALEURS CULTURELLES ET DÉVELOPPEMENT DU NARCO-TRAFIC DANS LES HIMALAYAS	97
I. La dimension historique	97
II. Le développement du narco-traffic dans l'Himalaya	102
III. L'incidence des guerres civiles et des violences ethniques	103
IV. Le Népal comme centre de narco-traffic	105
V. La répression du narco-traffic au Népal	108
VI. Les mesures prises dans le reste de l'Asie	110
V. Conclusion	111

Ansaf OUZZANI	
LE KIF AU MAROC: DE LA SURVIE AU NARCO-TRAFIC, LE DOUBLE VERSANT DU RIF	115
I. Premier versant: la survie	115
II. Deuxième versant: le narco-traffic	120
III. Conclusion	122

Rodrigo UMPRIMNY	
LE NARCO-TRAFIC COMME FORME PARTICULIÈRE DE L'ACCUMULATION MERCANTILE	127
I. Trafic de drogues et accumulation mercantile	127
II. Le trafic de drogue comme marché illégal mais non parallèle	128
III. Le trafic de drogues comme activité mercantile productive	128
IV. Le narco-traffic en tant qu'économie internationalisée	131
V. Le narco-traffic comme marché de la drogue	133
VI. Économie légale et illégale: note sur les mécanismes du blanchiment de l'argent et de la protection des narco-trafiquants - leur impact sur la corruption et la violence	137
VII. L'importance du débat théorique sur le trafic de drogues	140

Prises de position:

CINQUIÈME RENCONTRE DU FORUM DE SAO PAULO:	
Déclaration de Montevideo	141
I. Intégration économique et alternatives au modèle néo-libéral	143
II. L'intégration régionale	145

Hakim BEN HAMMOUDA	
LE TIERS-MONDE, L'ABSENT-PRÉSENT DES MOUVEMENTS SOCIAUX EN FRANCE	147

INDEX DES NOMS PROPRES	153
------------------------------	-----

MISE EN PAGES FOURNIE

TRAFFIC DE DROGUE ET DROITS DE L'HOMME EN COLOMBIE ET AU PÉROU

Hernando Calvo-Ospina¹

L'article analyse les mécanismes par lesquels l'État colombien et de nombreux de ses agents furent des participants directs ou indirects des bénéfices du trafic. A partir des années 1980 et avec le développement des mouvements populaires et révolutionnaires, des instances étatiques, particulièrement l'armée, s'appuyèrent sur l'appareil de la mafia pour les combattre. C'est ainsi qu'aussi bien dans les campagnes que dans les villes, se développa une guerre sale, particulièrement cruelle. Elle se développa sous le couvert d'une guerre contre la drogue, appuyée par les États-Unis, mais dont le principal résultat a été la militarisation de la société. Jusqu'au milieu des années 1980, le Pérou fut reconnu comme un point-clé du trafic de la cocaïne. Aujourd'hui, la corruption étatique est tellement grande que des institutions telles que l'Observatoire Géopolitique de la Drogue l'ont catalogué comme un narco-État. Mais, le Pérou n'a pas reçu la même attention internationale que la Colombie. Le cas péruvien est grave, parce que les actions entreprises au nom de la guerre ont été en réalité des opérations de contre-insurgence. Les États-Unis ont développé dans ce pays des forces militaires spéciales, la DEA et la CIA, comme nulle part ailleurs au cours des dernières dix années.

I. La genèse du narco-trafic en Colombie

En Colombie, la marijuana poussait de manière sauvage sur la côte caribéenne, dans l'indifférence quasi générale des habitants de cette région très étendue, jusqu'au jour où, au cours de années 1960, de jeunes Américains s'aperçurent de son existence. Ils étaient membres du *Peace Corps*, projet stratégique du Gouvernement américain qui tentait de contrarier l'influence de la révolution cubaine naissante en révélant les merveilles de l'*American way of life*. Ils furent dispersés dans les villages et les quartiers pauvres des pays sud-américains enclins aux soulèvements populaires et c'est ainsi qu'au Pérou et en Bolivie, ils découvrirent les plantes de coca, jusqu'alors

¹ Journaliste colombien. Auteur, entre autres, de *Don Pablo Escobar et ses amis*, Ed. EPO, 1994.

utilisées à des fins religieuses et médicales [Guido Tarqui et Freddy Condo, 1992]. Victor Mosquera Chaux, alors qu'il était ambassadeur de Colombie aux États-Unis, déclara: «*On dit que les membres du Peace Corps ont enseigné aux indigènes les procédés chimiques d'extraction de la cocaïne à partir de la coca... dans d'autres régions, la culture de la marijuana s'est généralisée...*» [cité par Horacio Gómez, 1990].

Nombre d'observateurs s'accordent à dire que les membres du *Peace Corps* furent le premier contact entre la puissante mafia américaine et les producteurs et trafiquants potentiels latino-américains, surtout les Colombiens. En effet, la situation géographique particulièrement stratégique de la Colombie - ses longues côtes et la proximité de Miami - faisait de ces derniers des associés privilégiés.

Aux États-Unis et en Europe, la marijuana était l'un des symboles de la jeunesse rebelle. A la même époque, on découvrit que la qualité de la drogue colombienne était supérieure et la demande augmenta donc de manière vertigineuse. C'est ainsi que la côte caribéenne colombienne connut au milieu des années 1970 une importante migration de gens de l'intérieur du pays venus pour cultiver cette plante. La produire et l'exporter n'était pas considéré comme un délit: d'une part, on la réclamait dans les pays riches; d'autre part, elle générait des emplois et constituait un apport pour l'économie [Dario Betancourt et Martha García, 1994].

Le Gouvernement américain prétextant que la marijuana était en train d'empoisonner sa jeunesse, exigea du Gouvernement colombien qu'il en finisse avec cette culture. C'était plus qu'une simple exigence, car il menaça de fermer son marché aux produits légaux. C'est alors que fut lancé le programme d'éradication massive à l'aide d'herbicides - presque toujours offerts par le Gouvernement américain. Ces produits chimiques dévastèrent non seulement les champs de marijuana, mais souvent aussi d'autres cultures alimentaires et dans certains cas ils affectèrent la santé des populations. A l'aube de l'année 1980, la production de marijuana avait fortement diminué. Au même moment, au sud des États-Unis, sa culture se développait sur une grande échelle, au point de devenir l'un des premiers produits agricoles de la région. La consommation fut pratiquement légalisée et, comme par magie, le discours qui prônait la protection de la santé des jeunes disparut presque complètement.

Mais le germe qui allait organiser l'actuelle mafia colombienne était désormais implanté. Et il se développa autour du trafic de

II.

san
de
Ker
pro
forc
tém
l'im
par
voul
été

cocaïne, profitant de l'expérience acquise grâce à l'exportation de marijuana. Dès le milieu des années 1960 et durant plusieurs années, la mafia américaine détint le monopole du transport de la cocaïne, sa distribution et le blanchiment ultérieur des gains aux États-Unis. C'était dans l'ordre des choses, car elle seule avait accès aux secteurs officiels et bancaires corrompus. Il était donc tout naturel qu'elle contrôlât ce trafic et conservât la quasi-totalité des profits considérables que générait cette activité.

Bien que ne percevant qu'une part minime des narco-dollars qui entraient dans leur pays, des milliers de Boliviens et de Péruviens (en fait ces derniers perçoivent environ 0,2% du chiffre d'affaire du trafic de cocaïne estimé pour le pays à quelques 850 millions de dollars) se mirent à travailler dans la culture de la coca et la transformation de ses feuilles en pâte-base de cocaïne (PBC) [Informativo Andino, 1995]. Cette activité ne les enrichissait pas, mais elle leur permettait de pourvoir à leurs besoins vitaux dans une situation par ailleurs très précaire. Le rôle des Colombiens impliqués dans ce trafic était de faire parvenir la PBC jusque dans le pays et de la transformer en cocaïne, vendue par la suite à la mafia américaine. A la fin des années 1970, les choses commencèrent à changer. Les Colombiens, avec l'appui d'autres latino-américains intéressés dans l'opération, décidèrent de prendre en main tout le circuit. Paradoxalement, ce fut en grande partie le Gouvernement du président Ronald Reagan lui-même qui allait offrir, directement et indirectement, l'occasion rêvée pour le développement et la consolidation de leur projet.

II. La politique américaine et le recyclage des profits

L'obsession du président Reagan était d'en finir avec la révolution sandiniste au Nicaragua. Il voyait en elle un autre *satellite communiste* de l'URSS. Les enquêtes menées dans le cadre de la *Commission Kerry* [United States Senate, 1989], montrent que de l'argent provenant du trafic de cocaïne et de marijuana aidait à financer la force mercenaire qui combattait les sandinistes. De nombreux témoignages et une abondante documentation indiquant clairement l'implication de hauts dirigeants politiques américains, en commençant par le vice-président de l'époque, George Bush. L'ironie du sort a voulu que, durant cette période, George Bush, ex-patron de la CIA, ait été à la tête du *National Narcotics Border Interdiction System*

(NNBIS), organisme créé pour coordonner tous les groupes américains spécialisés dans la lutte contre le trafic de drogue y compris l'armée. Un pacte entre les partis démocrate et républicain évita de justesse la crise institutionnelle qui aurait pu mener à la démission du président Reagan [Vegar Bye, 1991]. Au moment du scandale, *Iran-Contras*, tout ce qui concernait le trafic de drogue fut placé au second plan et seulement quelques moyens furent mis en cause, le colonel Oliver North en tête, qui s'en tira avec des peines légères pour avoir promu et mené des opérations militaires interdites par le Congrès des États-Unis.

Le centre des opérations du NNBIS se trouvait dans les bases militaires et douanières de Miami. Mais cela n'empêcha pas des avions particuliers, chargés de drogue, d'atterrir au cœur même de ces dernières. La drogue était vendue aux États-Unis, entre autre, par des membres de la *Contra* nicaraguayenne et par des Cubains anti-castristes. Avec l'argent ainsi récolté, ils achetaient des armes et d'autres équipements qui partaient vers les bases du Honduras, du Salvador ou de Costa Rica et qui étaient destinés à la contrerévolution nicaraguayenne.

Au cours de ces opérations, le président du Panama Manuel Antonio Noriega fut l'un des plus importants alliés des Américains. En effet, il maintenait d'étroites relations avec les chefs de la mafia colombienne, en même temps qu'il avait été l'un des agents notables de la CIA [Alain Labrousse, 1991]. Entre 1982 et 1986, un groupe de la mafia colombienne qui forma plus tard ce que l'on appela les *Cartels* de Medellín et de Cali, écoula de grandes quantités de cocaïne sur le marché américain, ce qui lui fut facilité, entre autres, par son soutien à la cause anti-sandiniste. «*En mettant en place le système de fourniture des Contras, les États-Unis ont ouvert une voie d'accès de la drogue aux États-Unis*», reconnut l'ex-agent de la CIA, David MacMichael [Mylène Sauloy, Yves Le Bonniec, 1992].

Pendant ce temps, la presse internationale soulignait l'importance de la guerre contre la drogue menée par le Gouvernement du président Ronald Reagan. Au moment même où l'on mobilisait l'opinion publique contre le *plus grand fléau de l'humanité*, les économies de Miami et de New-York s'alimentaient des narco-dollars et les petites bandes de *coqueros* colombiens se convertissaient en de puissantes organisations transnationales.

Ce sont les économies du Nord, spécialement celle des États-Unis, qui ont recyclé et profité de la plus grande part des gains du trafic de

la drogue, estimés entre 350 et 500 milliards de dollars par an. La consommation mondiale de cocaïne rapporte moins du quart de cette somme. De cette somme, on calcule que seulement 10% sont rapatriés et réinjectés dans les économies des pays latino-américains qui participent au trafic, en premier lieu la Colombie, le Mexique et le Pérou. La mafia, selon des chiffres officiels, apporterait un milliard d'USD à l'économie colombienne, mais des sources colombiennes dignes de foi assurent que ce pourrait peut-être bien être 3,5 milliards.

III. L'incidence sur la société colombienne

Comme on peut le constater, cette somme comparée avec les chiffres globaux mondiaux est relativement peu élevée. Toutefois, elle a provoqué beaucoup de changements dans le pays, à tous les niveaux, allant jusqu'à ébranler les principes éthiques de base dans de vastes secteurs de la société. Cette situation n'a jamais inquiété les pays riches du Nord, bien que la source du problème, la demande, soit localisée chez eux. Par ailleurs, devant l'incapacité de l'État colombien d'apporter des solutions à l'accablante situation sociale et économique des grandes masses, la participation à n'importe quel niveau du trafic a représenté, et représente toujours, une alternative: pour certains il s'agit de pouvoir nourrir la famille trois fois par jour, pour d'autres d'acheter une maison ou encore de s'offrir une voiture de luxe.

Le pays vit se développer une couche de nouveaux riches qui cherchaient une place digne de leur pouvoir économique. Mais ils se heurtèrent à une oligarchie exclusive, qui était prête à recevoir leur argent, mais pas à les inviter à leur table et encore moins à partager le contrôle politique du pays. C'est ainsi qu'un secteur de cette mafia en ascension, mené par Pablo Escobar Gaviria et habitué à régler les problèmes par la violence, se heurta directement à une grande partie de la bourgeoisie et de l'appareil d'État, tout aussi violents et avides de pouvoir [Hernando Calvo-Ospina, 1994]. Il s'avère que Pablo Escobar Gaviria n'a pas été le plus puissant trafiquant colombien, ni le plus criminel. Mais étant donné sa position de leader, ses actions violentes et surtout le déploiement publicitaire de la presse nationale et internationale à son égard, en firent un mythe, celui d'un homme sans scrupules, audacieux, ambitieux, admiré et haï qui, parti de rien, contribua de manière décisive à la formation de la multinationale de

la cocaïne [Colombia Hoy Informa, 1994]. Il disait lui-même que c'était un commerce dans lequel *«n'importe qui peut entrer; il n'y a pas de barrières ou de classes sociales qui comptent et tout le monde a ses chances (...) particulièrement ceux qui n'en n'ont jamais eues»* [Pablo Escobar G., 1989].

Depuis la fin du siècle dernier, notamment avec la guerre de l'opium en Chine, les puissances occidentales ont utilisé le trafic de drogue pour servir leurs objectifs géostratégiques de domination. Elles ont inventé des *guerres* successives qu'elles savaient perdues d'avance, mais qui ont permis de justifier leurs interventions politico-militaires dans les pays du Sud. D'autre part, en de nombreuses occasions, l'argent de ce trafic, et/ou les structures de la mafia, leur ont permis de maintenir ou d'imposer des gouvernements dociles et convenant à leurs intérêts. Au cours du 20^e siècle, les États-Unis ont assumé l'avant-garde de cette double morale. Par exemple, en Italie et en France, ils ont utilisé la mafia pour saboter le travail politique que le Parti Communiste avait mené pendant la Deuxième Guerre Mondiale parmi les résistants. Concernant Cuba, ils ont cherché l'alliance de la mafia pour déstabiliser la Révolution naissante. Un peu plus tard, ils financeront les opérations clandestines et terroristes dans le sud-est asiatique et au Nicaragua respectivement, grâce au trafic d'opium et de cocaïne [Noam Chomsky, 1994]. Au cours des auditions de la Commission sénatoriale qui enquêtait sur l'*Iran-Contras*, le Général Paul Gorman, chef du *Southern Command* au Panama de 1982 à 1985, n'a pas hésité à affirmer: *«Disons que si on veut fonder un mouvement de résistance armée ou entreprendre une action armée dans n'importe quel but, l'endroit commode pour trouver de l'argent et des fusils, c'est le monde de la drogue»*.

Tout aussi explicite, le sénateur John Kerry, chargé de cette enquête assura: *«Stopper le trafic de drogue en direction des États-Unis a été un objectif de second rang dans la politique extérieure de l'administration Reagan, souvent sacrifié en faveur d'autres objectifs politiques»*. Il confirmait ainsi que la guerre à la drogue déclarée par le président Reagan constituait un jeu médiatique qui partiellement au moins dissimulait ses véritables intentions.

Le cas colombien est très éloquent et même surréaliste. En effet, on sait déjà que le Gouvernement du président Reagan avait utilisé un secteur de la mafia colombienne pour son projet anti-sandiniste. Mais ce n'est pas tout; le premier cas concret de relation et de collaboration entre l'État colombien, l'État américain et la mafia date du début de

l'année 1982. L'objectif était de contrer la mobilisation populaire croissante et de déraciner la guérilla, qui commençait à contrôler certaines zones économiquement stratégiques.

A la même époque surgirent en Colombie une série de groupes paramilitaires qui semèrent la terreur à la ville comme à la campagne. Le premier d'entre eux fut connu sous le nom de *Mort aux kidnappeurs* (le MAS, *Muerte a Secuestradores*). Au départ, il était chargé de rechercher et d'assassiner les membres d'un groupe de la guérilla qui avait enlevé la soeur de Jorge Ochoa. On apprit plus tard que des chefs de la mafia, des cadres militaires, des industriels, des grands propriétaires terriens, ainsi que des dirigeants de la multinationale Texas Petroleum, s'étaient réunis pour fonder le MAS et promouvoir la création d'autres groupes paramilitaires [NCOS, 1992], dans le cadre d'une stratégie nationale anti-insurrectionnelle. Mais il y a mieux. Milian Rodriguez, impliqué dans l'*Iran-Contras* et présent à ces réunions, déclara à la Commission Kerry: «*Nous (la CIA) avons appris aux gens du Cartel ce qu'est le terrorisme (la guérilla) ... et les méthodes pour le combattre... Ils (la mafia) n'étaient pas conscients de cette menace. Nous leur avons expliqué et ils sont entrés en action*».

Bien sûr, on pourra toujours prétendre que la CIA agissait à son compte, comme on l'a souvent soutenu quand l'agence était impliquée dans des actes criminels ou terroristes au niveau mondial. Mais selon Noam Chomsky, «*la CIA est solidement contrôlée par le pouvoir exécutif (...), il existe très peu d'exemples où la CIA a pris des initiatives propres. Souvent, elle semble le faire, mais c'est seulement pour couvrir la responsabilité du pouvoir exécutif*» [Noam Chomsky, 1995]. On a du mal à croire que Milian Rodriguez assistait aux réunions sur initiative isolée de la CIA. Pour être complet, rappelons aussi que jusqu'en 1986, un secteur de la mafia colombienne collabora au projet anti-sandiniste, ce qui fut le cas particulièrement du clan Ochoa de Medellin [Mylène Sauloy, Yves Le Bonniec, 1992].

Alors que le Gouvernement du président Reagan et celui du président Bush déclaraient la guerre à la drogue, la Colombie vivait une période de cruelle violence. Tant le Gouvernement américain que les autorités colombiennes désignaient la mafia, plus spécialement le *cartel* de Medellin, et en particulier Pablo Escobar G., comme les responsables presque exclusifs des assassinats, des massacres et des bombes. Les efforts furent alors concentrés sur un point: combattre Pablo Escobar G. et quelques-uns de ses associés. Mais la plupart du

temps, ce déploiement médiatique dissimulait l'essentiel. Des lois furent édictées pour réprimer les syndicats et d'autres associations populaires, conduisant à une militarisation totale de la société [Comisión Andina de Juristas, 1989]. Alors qu'aucun des grands trafiquants n'était capturé, les massacres de paysans et d'indiens augmentaient; pendant que les mafiosi récupéraient leurs propriétés confisquées, des mercenaires israéliens, anglais et américains étaient recrutés pour entraîner les groupes paramilitaires.

Pablo Escobar G. fut finalement tué en décembre 1993, après une longue poursuite qui réunit le *Gouvernement, le cartel de Cali, la DEA et les groupes d'auto-défense paramilitaires (NDA)* dans ce que l'on a appelé la *Table du Diable* [Carlos Alonso Lucio, 1994]. C'est seulement à ce moment que la communauté internationale commença à s'intéresser aux dénonciations que les organisations colombiennes des Droits de l'Homme proféraient depuis longtemps. Dans son rapport de 1994, *Colombie, le vrai visage de la terreur*, Amnesty International affirma: «*Les statistiques gouvernementales, tout comme celles établies par des organisations indépendantes, montrent bien que la grande majorité des assassinats politiques commis en Colombie sont l'oeuvre des forces armées et des unités paramilitaires qu'elles ont mises en place. Ces dernières jouissent aujourd'hui du soutien de certains groupes d'intérêts particuliers, notamment des fameux "barons de la drogue" (...)*».

Pourquoi ce jeu, double et criminel, consistant à cacher et à déformer une partie de la réalité? Amnesty International, dans le même rapport, donne une réponse plausible. «*La Colombie jouit, en effet, sur la scène internationale, du soutien de puissants alliés pour qui l'importance stratégique et économique de ce pays d'Amérique du Sud compte bien davantage que ses errements dans le domaine des droits de l'homme. Ce soutien dépasse la simple passivité devant les pires atrocités. Les alliés de la Colombie, particulièrement les États-Unis, se taisent, même lorsque l'aide destinée à la lutte contre le trafic de drogue est utilisée pour financer des opérations anti-insurrectionnelles, et par voie de conséquence, le meurtre de nombreux paysans sans défense (...)*».

Au mois de février 1995, Amnesty International soutient de nouveau que «*pendant un bon moment, le Gouvernement colombien a préféré que le pays soit connu internationalement par le problème du trafic de drogue, plutôt que de courir le risque d'avoir à reconnaître des violations des droits de l'homme. Durant des années,*

le Gouvernement s'est lui-même présenté comme la principale victime de la violence. Il a activement cultivé l'image d'un gouvernement soumis à l'attaque de secteurs violents échappant à son contrôle (...). Et il l'a fait avec succès, investissant d'importantes sommes à cet effet et faisant appel aux services d'entreprises de relations publiques pour propager le mythe» [Susan Lee, 1995].

IV. Les fonctions de la guerre à la drogue

Dans les faits, la guerre à la drogue a servi à tout, sauf à en finir avec ce trafic. D'après le *Southern Command*, le commandement militaire américain pour l'Amérique du Sud et situé jusqu'il y a peu au Panama, «elle est devenue (aux États-Unis) une alternative pour repousser la menace imminente d'une réduction de budget et d'une diminution des forces armées, face à la chute du mur de Berlin, expression de la fin de la Guerre Froide» [Wola, 1991]. Mais c'est au cours d'une audition du Comité des opérations gouvernementales du Congrès américain que l'essentiel est apparu clairement, lorsque Bill English déclara que «l'obstination du Gouvernement à militariser la lutte contre la drogue va plus loin que le combat contre le narco-trafic (...) le but est de garantir la présence américaine dans la région» [Comisión Andina de Juristas, 1991].

Le type d'actions menées par les forces militaires américaines dans cette guerre «coïncide avec les procédés employés antérieurement dans les conflits de basse intensité, comme au Salvador... et dans les premières années de la guerre du Vietnam». Le Commandement Sud a insisté sur la nécessité de maintenir une stratégie d'entraînement et d'expérimentation des opérations propre à la guerre de basse intensité, la guerre contre la drogue servant de prétexte... «La thèse de la «narco-guérilla» s'est alors avérée utile. Élaborée au milieu de la décennie précédente par des fonctionnaires et militaires américains, elle repose sur une lecture simplifiée des liens existant réellement entre les groupes insurgés et les narco-trafiquants». On comprend alors mieux comment une grande partie de l'aide destinée à la lutte contre le trafic a pu être détournée pour lutter contre les guérillas et les mouvements populaires. En 1991, Thomas MacNamara, ambassadeur des États-Unis en Colombie, considérait que «l'utilisation des armes contre la guérilla n'est pas une déviation de l'aide». Quant au *General Audience Office* (GAO), il indiqua que cette déviation de

l'aide, en Colombie et au Pérou, «est non seulement légale mais nécessaire... Il est important d'être flexible».

S'il est vrai que des cas de corruption au sein des forces politico-militaires révolutionnaires ont existé, on ne peut affirmer pour autant que cela fasse partie de leur stratégie de prise du pouvoir. Elles-mêmes reconnaissent publiquement qu'elles ne peuvent pas interdire au paysan de semer la coca, puisque n'étant pas un État, elles ne sont pas en mesure de proposer des alternatives de subsistance. La question devient plus délicate, éthiquement parlant, lorsque quelques organisations exigent un *impôt* économique des narco-trafiquants et quelques fois aussi demandent une *contribution* aux paysans. Mais visiblement, les trafiquants sont prêts à tolérer les insurgés tant que ceux-ci sont inférieurs militairement. Quand la balance est inversée, ils commencent à leur disputer le pouvoir et le contrôle sur la population et sur les terres. C'est ce que Michael Reid met en valeur dans le document de la Commission andine des juristes: «D'après nous, parler d'une "alliance" entre trafiquants et guérilleros est erroné. Cette conclusion prend tout son sens, si l'on considère l'action politico-militaire des trafiquants dans des domaines étrangers au narco-traffic. On note alors que le comportement politique de ces derniers se construit autour d'un anticommunisme viscéral et militant, qui va de pair avec leur condition de capitalistes» [Michael Reid, 1989].

Une chose est certaine: en Colombie et au Pérou, l'utilisation du terme *narco-guérilla* a contribué à militariser et à réprimer encore davantage la société, sous la couverture politico-médiatique de la reconnaissance internationale. Si certains mouvements de guérilla ont financé une part de leurs activités par une taxation sur les activités économiques des puissants groupes qui y sont engagés (pétrole, café ou drogues), l'amalgame entre les deux phénomènes, celui de la lutte sociale armée et celui du narco-traffic est une chose abusive. Il est intéressant de rappeler que le premier qui utilisa l'expression de narco-guérilla, fut en 1984 l'ambassadeur des États-Unis en Colombie, Lewis Tambs. Or, quand il devint ambassadeur au Costa Rica, il fut à ce point impliqué dans le trafic de cocaïne en faveur de la *Contra* nicaraguayenne, qu'il fut déclaré *persona non grata* par le Gouvernement costa-ricain. L'idée de la *narco-guérilla* a alimenté la doctrine de la Sécurité nationale, stratégie anti-insurrectionnelle et principale philosophie que les Américains ont inculquée à toutes les

Forces Armées du continent. Or, ces mêmes forces sont maintenant censées lutter contre le trafic de drogue.

Le Pérou apporte, à ce sujet, un exemple. Hualaga est une zone où la guérilla du *Sentier lumineux* est implantée. En 1989, une base y fut créée par les militaires des forces spéciales péruviennes et des conseillers anti-insurrectionnels américains. Pour rassurer l'opinion publique nationale, le gouvernement prétendit -et on prétend encore aujourd'hui- que la fonction de la lutte contre le trafic de drogue. Cette base fut fortifiée à l'extrême: «c'est le défilé de la guerre du Vietnam, (mais) dans un océan de cocaïne» [1991].

En réalité, Santa Lucia est une base anti-insurrectionnelle. Bennett, ex-directeur de la police antidrogue péruvienne, a clairement à propos des *Bérets Verts*: «ils sont des péruviens dans l'art de la guerre de bas niveau, des guérilleros maoïstes du Sentier lumineux» [1991]. Quand on sait que Richard Secord a été l'un des fondateurs de la base, le doute n'est plus possible. Richard Secord, la CIA doté d'un CV tout à fait exceptionnel. Il a participé aux actions menées pour défaire le régime cubain naissant. Au Vietnam et au Laos, il a dirigé des opérations secrètes de la CIA qui finançaient des activités grâce au trafic d'opium. Et comme Secord fut aussi l'une des personnes les plus impliquées dans le trafic de cocaïne, principalement parce qu'il était chargé de recruter et de financer les mercenaires de la *Contra* nicaraguayenne, de cocaïne et de marijuana.

Tout aussi illogique, la présence de Vladimir Cerna, d'Alberto Fujimori, en tant que premier ministre du Pérou. Il est le responsable du redoutable *Système de Sécurité Nationale*, le SIN, et également un agent de la CIA. Il a publié une série d'articles qui attestent de sa collaboration avec Montesinos avec les trafiquants de drogues. Il a fait des commissions parlementaires aux États-Unis pour recueillir des informations au sujet des versions de la presse américaine sur la CIA finança des escadrons paramilitaires socialistes [Coletta Youngers, 1992]. Or, les États-Unis

Forces Armées du continent. Or, ces mêmes forces armées sont maintenant censées lutter contre le trafic de drogue.

Le Pérou apporte, à ce sujet, un exemple éclairant. La forêt du Huallaga est une zone où la guérilla du *Sentier lumineux* est fortement implantée. En 1988, une base y fut construite pour abriter 500 militaires des forces spéciales péruviennes, de la DEA et des conseillers anti-insurrectionnels américains, les fameux *Bérets Verts*. Pour rassurer l'opinion publique nationale et internationale, on prétendit -et on prétend encore aujourd'hui- que cette base avait pour fonction la lutte contre le trafic de drogue. On la nomma Santa Lucia et elle fut fortifiée à l'extrême: «c'est le décor rêvé d'un film sur la guerre du Vietnam, (mais) dans un océan de coca» [Libération, mai 1991].

En réalité, Santa Lucia est une base anti-insurrectionnelle. William Bennett, ex-directeur de la police antidrogue américaine, l'a dit clairement à propos des *Bérets Verts*: «ils entraîneront les soldats péruviens dans l'art de la guerre de basse intensité, contre les guérilleros maoïstes du *Sentier lumineux*» [Time, 28 août 1989]. Et quand on sait que Richard Secord a été l'un des principaux chefs de la base, le doute n'est plus possible. Richard Secord est un cadre de la CIA doté d'un CV tout à fait exceptionnel [Rosa del Olmo, 1994]. Il a participé aux actions menées pour déstabiliser la révolution cubaine naissante. Au Vietnam et au Laos, il a fait partie du groupe d'opérations secrètes de la CIA qui finançait une bonne partie de ses activités grâce au trafic d'opium. Et comme si cela ne suffisait pas, il fut aussi l'une des personnes les plus impliquées dans l'*Iran-Contras*, principalement parce qu'il était chargé de rechercher les moyens de financer les mercenaires de la *Contra* nicaraguayenne à partir du trafic de cocaïne et de marijuana.

Tout aussi illogique, la présence de Vladimiro Montesinos au côté d'Alberto Fujimori, en tant que premier conseiller du président péruvien. Il est le responsable du redoutable *Servicio de Investigación Nacional*, le SIN, et également un agent de la CIA. Le Miami Herald a publié une série d'articles qui attestent de la liaison de Vladimiro Montesinos avec les trafiquants de drogues colombiens. Plusieurs commissions parlementaires aux États-Unis ont demandé des informations au sujet des versions de la presse qui affirmaient que la CIA finançait des escadrons paramilitaires sous le couvert du SIN [Coletta Youngers, 1992]. Or, les États-Unis soutiennent toujours le

Gouvernement du président Fujimori, malgré l'indiscutable qualité de *narco-État* attribuée au Pérou [OGD, 1994].

Aujourd'hui, la Colombie vit une déstabilisation politique comme elle en a peu connu dans son histoire, à cause de la corruption généralisée provoquée par le narco-trafic. S'y ajoute la manipulation du Gouvernement américain, qui a réussi à prendre en main, grâce à l'arme du chantage, les orientations politiques du pays. Le président Bill Clinton n'a fait que reproduire dans ce domaine l'action de ses prédécesseurs, Ronald Reagan et George Bush, en localisant la guerre à la drogue dans les pays andins. C'est dans ce cadre que le directeur de la CIA, John Deutch a rendu visite en Colombie au début 1996, affirmant (émission de la CNN) que c'est l'Agence qui dirige les opérations anti-drogues, par dessus la tête de la DEA. Et sans que ce soit un hasard, pour la première fois, c'est un militaire qui a été nommé à la tête de la lutte contre la drogue aux États-Unis, le général Bany MacLafrey, chef du Commandement Sud.

Alors, guerre à la production des drogues ou interventionnisme déguisé ? Pourquoi, dans une lettre envoyée le 13 avril 1994 au secrétaire d'État, Mr. Warren Christopher, le président de la sous-commission des Opérations étrangères du Congrès américain, Patrick Leahy se montre si critique envers la *guerre à la drogue* et met-il en doute son efficacité : « *Le niveau de la production de coca dans les Andes est le même qu'il y a 4 ans... Et la drogue continue d'arriver sur notre territoire avec autant de facilité...* » ? Droits de l'homme ou intérêts géo-stratégiques ? Pourquoi Lee Brown, directeur de l'Office National de Politique anti-drogue, devant la possibilité de suspension de l'aide économique au Pérou pour violation des droits de l'homme, a-t-il déclaré : « *nous devons trouver un moyen de séparer nos intérêts dans la lutte contre la drogue, des autres intérêts de politique extérieure* ». Quels sont ces mystérieux intérêts, plus précieux que la dignité humaine ?

Ainsi, pour toutes les raisons précédemment évoquées, on ne peut que se rallier à l'opinion de l'ex-agent de la DEA, Michael Levine, quand il dit : « *Le plus grand, le plus blanc et le plus mortel des mensonges, c'est la guerre à la drogue* ».

Traduction: Karine Alvarez

Bibliographie

- 1989 - *Drugs, Law Enforcement and Foreign Policy*, Subcommittee on Terrorism, Narcotics and International Operations of the Committee on Foreign Relations, United States Senate, Washington, US Government Printing Office.
- 1989 - ESCOBAR G. Pablo, *Un narco se confiesa y acusa. Carta abierta al pueblo colombiano*, Bogota, Ed. Colombia Nuestra.
- Las otras caras de la guerra a la mafia, *Comisión Andina de Juristas*, Seccional Colombiana, Bogota, septembre.
- REID Michael, Una región amenazada por el narcotráfico: Coca, Cocaína y narcotráfico, *Comisión Andina de Juristas*, Pérou.
- 1990 - GOMEZ Horacio, *Derrumbe moral e injusticia social en Colombia*, Bogota, Ed. Milla Batres.
- 1991 - BYE Vegar, *La paz prohibida*, Costa Rica, Departamento Ecuménico de Investigaciones.
- LABROUSSE Alain, *La drogue, l'argent et les armes*, Paris, Ed. Fayard.
- Narcotráfico al día, *Comisión Andina de Juristas*, Lima, novembre.
- ¿Peligro inminente? Las fuerzas armadas de EEUU y la guerra contra las drogas, Wola, Washington, octobre.
- Pérou, l'immense réserve de cocaïne. Drogue, la guerre mondiale, *Dossier spécial Libération*, Paris, mai.
- 1992 - *El terrorismo de Estado en Colombia*, Ouvrage signé par dix organisations internationales des Droits de l'Homme, Bruxelles, Ed. NCOS.
- SAULOY Mylène, LE BONNIEC Yves, *A qui profite la cocaïne ?*, Paris, Calmann-levy.
- TARQUI Guido et CONDO Freddy, *Coca, el legado de los dioses o locura de los blancos*, La Paz, Bolivie, Ed. Alkhamari.
- YOUNGERS Coletta, EEUU: contradictoria y confusa política, *Que Hacer*, juin.
- 1994 - BETANCOURT Darío, GARCIA Martha, *Contrabandistas, marimberos y mafiosos. Historia social de la mafia colombiana (1965-1992)*, Bogota, TM Ediciones.
- CALVO-OSPINA Hernando, *Don Pablo Escobar et ses amis*, Bruxelles, EPO.
- CHOMSKY Noam, *Las intenciones del Tio Sam*, Espagne, Ed. Txalaparta.
- Déclaration du parlementaire Carlos Alonso Lucio, *Revista Semana*, Bogota, 22 novembre.
- del OLMO Rosa, Las relaciones internacionales de la cocaína, *Nueva Sociedad*, Caracas, mars-avril.

Drogues

et narco-trafic:

le point de vue du sud

La drogue et le narco-trafic sont des réalités s'inscrivant aujourd'hui dans la mondialisation de l'économie. Le Sud est souvent blâmé pour être sa principale source de production, l'organisateur des circuits de distribution et le bénéficiaire d'énormes profits, ce qui contribue à le constituer en *nouvel ennemi*, après la chute du communisme. La lecture du Sud est bien différente. Elle rappelle le rôle ancestral des plantes sédatives dans les sociétés traditionnelles, qui ne prit l'allure de narco-trafic qu'avec le contact avec l'Occident et l'entrée dans le marché mondial. Elle souligne le fait que l'essentiel des profits sont réalisés au Nord et recyclés dans le système financier mondial introduisant ainsi les drogues dans le rapport économique Nord-Sud et servant aussi de prétexte aux interventions militaires. Elle explique enfin que la consommation de drogues s'introduit aussi dans les sociétés du Sud avec leur cortège de conséquences psychologiques et sociales. Seule une volonté politique du Nord et du Sud pourront déboucher sur des solutions.

Sommaire

La place du narco-trafic dans les rapports Nord-Sud

Les drogues dans le monde: la part du Sud

Coca, cocaïne: deux univers

Les ironies du développement alternatif en Bolivie

Trafic de drogue et droits de l'homme en Colombie et au Pérou

La politique des drogues et la nation nigériane

La drogue en République Centrafricaine

Valeurs culturelles et développement du narco-trafic dans les Himalayas

Le kif au Maroc: de la survie au narco-trafic, le double versant du Rif

Le narco-trafic comme forme particulière de l'accumulation mercantile

Cinquième rencontre du Forum de São Paulo

Le Tiers-Monde, l'absent-présent des mouvements sociaux en France

Éditorial

Introduction

Alain Labrousse

Articles

Hector Córdova

Mauricio Mamani Pocoata

Hernando Calvo-Ospina

Lee Tunde Asaju

Isaac Benguemalet

Prakash Khanal

Ansaf Ouazzani

Rodrigo Umprimny

Prises de position

Déclaration de Montevideo

Hakim Ben Hammouda

Les cahiers Alternatives Sud ont pour objectif de faire connaître la pensée et les analyses du Sud sur les rapports sociaux mondiaux et sur l'évolution des sociétés du Sud. Selon une opinion fréquemment répandue, cette pensée serait caractérisée par un vide des idées et des initiatives. Or, des intellectuels, des collectifs de recherche, des centres d'étude, des groupes d'action produisent des recherches, prennent des positions, publient des travaux dans des revues scientifiques ou de large diffusion d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique sans grande répercussion dans les pays industrialisés et avec peu d'échanges mutuels. L'objectif des cahiers est de contribuer à remédier à cette situation.

Le mot Alternatives en indique l'orientation. Il s'agit de perspectives différentes de celles de l'économie dominante actuelle dans sa phase de restructuration de l'accumulation capitaliste, avec ses conséquences sociales, politiques et culturelles. La mention Sud remplace quant à elle le vocabulaire inadéquat de Tiers-Monde.



9 782738 429971

ISBN 2-7384-2997-1